



Rennes, le 19 juin 2018

## **Visite du Président Macron en Bretagne**

### **A quand la réponse aux besoins sociaux ?**

Le Président de la République est en déplacement en Bretagne ces deux jours. Depuis un an, la Présidence Macron est fortement synonyme d'austérité sauf pour les plus riches. Les exemples de démonstration sont pour le moins nombreux et visent des objectifs de contraction de moyens pour mener une réelle action publique au service des besoins des populations et plus particulièrement des salariés, actifs et retraités.

C'est parce que cette politique est prioritairement tournée vers quelques intérêts privés du monde des affaires que la politique sociale est le parent pauvre des actes voulus par le Président de la République. Pourtant, Si Monsieur Macron est Président de la République c'est certainement moins sur son programme que sur une certaine mobilisation citoyenne contre la possibilité d'une Présidence d'extrême droite en France, pays des droits de l'Homme.

Les équipes du Président peuvent s'époumoner au travers les médias sur le thème de la mise en œuvre du programme de campagne, la légitimité des urnes ne légitime pas les propositions du candidat.

C'est exactement pour cette raison fondamentale que le Président de la République opte pour la méthode du passage en force et du refus de la démocratie sociale principalement.

La politique du ciseau de la dépense sociale, le parti pris du démantèlement du service public, la trajectoire du renoncement dans les investissements d'utilité publique comme la santé, les transports, l'éducation, l'énergie, l'industrie,... conjugue le double exploit de nourrir le populisme d'extrême droite comme celui de la négation du progrès social dans une logique de développement durable dans lequel il paraît essentiel que la place de l'être humain ne soit pas précaire.

A l'opposition systématique des salariés entre eux, des statuts, des âges, du genre, des pays, des niveaux de qualification, des territoires,... au nom de la compétition pour remplir non pas des carnets de commandes pour des entreprises mais un compte en banque pour certains grands patrons et des financiers, il est urgent de redonner corps dans des repères collectifs.

Comme pour toutes les régions, la Bretagne a besoin de politiques publiques efficaces qui favorisent les solidarités, les complémentarités et l'équilibre des territoires en son sein.

Pour la CGT, les défis sociaux auxquels nous sommes confrontés doivent être priorisés pour répondre aux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle. L'inverse donc de la politique macronienne, en Bretagne comme ailleurs !

Alors en Bretagne aussi ces défis touchent principalement à la qualité de vie et à la capacité première de répondre aux besoins sociaux des individus en matière économique, sociale et environnementale.

Que l'on se place du point de vue du territoire le mieux connu des individus: le bassin de vie où se joue l'essentiel de la vie quotidienne, professionnelle, familiale et sociale ou du point de vue du Pays, la CGT est disponible pour entrer dans un processus qui priorise cette capacité.

La Cgt est mobilisée à l'occasion de ce déplacement pour exprimer les colères et les attentes des salariés qui aspirent à redonner du sens dans une vie collective qui fait tant défaut dans une république de la démocratie.